Séance ordinaire du conseil municipal de Bois-Franc, tenue le mercredi 2 avril 2025, à compter de 18 h 30, au Centre communautaire Donat Hubert de Bois-Franc.

Sont présents : M. Philippe St-Jacques Mme Suzanne Guilbault
 M. Nyx Pilon Mme Michelle Payette
 M. François Beaumont Mme Kim Bernatchez

formant quorum sous la présidence de la mairesse, Mme Julie Jolivette.

Mme Annie Pelletier, directrice générale de la municipalité de Bois-Franc, occupe le siège de secrétaire.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

2025-RAG-7021 **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

La conseillère Kim Bernatchez propose et il est unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour tel que présenté et avec l'ajout suivant :

- 6.1 Appui à la municipalité de Low
- 6.2 Appui à la Ville de Blainville sur le projet de loi 93
- 6.3 Mise en commun pour un spectacle pour enfants

Adoptée.

2025-RAG-7022 **ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 5 MARS 2025**

Le conseiller Philippe St-Jacques propose et il est unanimement résolu d'adopter le procès-verbal de la séance du 5 mars 2025 tel que présenté.

Adoptée.

2025-RAG-7023 **ADOPTION DES COMPTES À PAYER ET DES COMPTES PAYÉS DE LA PÉRIODE**

Le conseiller Nyx Pilon propose et il est unanimement résolu d'accepter la liste des comptes à payer au montant de 39 438.77 \$ et la liste des comptes payés au montant de 15 322.39 \$ telle que présentée.

Adoptée.

Certificat de disponibilité

Je soussignée, Annie Pelletier, directrice générale de la municipalité de Bois-Franc, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour couvrir le total des dépenses ci-haut mentionné.

Annie Pelletier, directrice générale

NOTE AU PROCÈS-VERBAL

Liste des argents reçus

Présentation de la liste des argents reçus au 28 mars 2025 au montant de 170 492.87 \$.

NOTE AU PROCÈS-VERBAL

Liste des arrérages de taxes et autres comptes à recevoir au 27 mars 2025

Présentation de la liste des arrérages de taxes au montant de 690 090.91 \$ intérêts inclus.

Présentation de la liste des autres comptes à recevoir au montant de 3 448.33 \$.

NOTE AU PROCÈS-VERBAL

Rapport des permis émis

La directrice générale présente au conseil la liste des permis émis pour mars 2025.

2025-RAG-7024

RENOUVELLEMENT D'ABONNEMENT À LOISIR SPORT OUTAOUAIS

CONSIDÉRANT QUE Loisir Sport Outaouais est un organisme qui nous aide énormément dans nos projets et avec les demandes de subventions;

EN CONSÉQUENCE, le conseiller Nyx Pilon propose et il est unanimement résolu de renouveler notre abonnement pour 2025 au coût de 84.50 \$ taxes applicables incluses.

Adoptée.

Certificat de disponibilité

Je soussignée, Annie Pelletier, directrice générale de la municipalité de Bois-Franc, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour couvrir le total des dépenses ci-haut mentionné.

Annie Pelletier, directrice générale

2025-RAG-7025

PROGRAMME D'AIDE À L'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER LOCAL - REDDITION DE COMPTES 2024

ATTENDU QUE Transports Québec a versé une compensation de 45 051 \$ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2024;

ATTENDU QUE les compensations distribuées à la Municipalité visent l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la municipalité ;

EN CONSÉQUENCE, la conseillère Suzanne Guilbault propose et il est unanimement résolu ;

Que la municipalité de Bois-Franc informe Transports Québec de l'utilisation des compensations visant l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la Municipalité, conformément aux objectifs du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.

Qu'elle atteste de la véracité des documents qui ont été déposés lors du dépôt des états financiers.

Adoptée.

2025-RAG-7026

**AUTORISATION DE SIGNATURE POUR DEMANDE
D'AUTORISATION EN VERTU DE L'ARTICLE 128.7 DE LA LOI SUR
LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE**

CONSIDÉRANT QUE la municipalité doit présenter une demande au MFFP afin d'obtenir l'autorisation pour l'installation d'une borne incendie au Lac d'Écorces;

EN CONSÉQUENCE, le conseiller François Beaumont propose et il est unanimement résolu que ce conseil de Bois-Franc autorise la directrice générale Annie Pelletier à signer pour et au nom de la Municipalité de Bois-Franc tous les documents nécessaires à la demande d'autorisation.

Adoptée.

2025-RAG-7027

DEMANDE DE BOURSE DE LA CEHG

CONSIDÉRANT QUE la Cité étudiante de la Haute-Gatineau nous a fait une demande pour une bourse d'études;

CONSIDÉRANT QU'il est important d'encourager les jeunes à poursuivre leurs études;

EN CONSÉQUENCE, la conseillère Michelle Payette propose et il est unanimement résolu de donner une bourse de 150 \$ par finissant. Les conditions à la bourse sont que l'élève soit résident de la municipalité de Bois-Franc et que celui-ci doit poursuivre des études postsecondaires.

Adoptée.

Certificat de disponibilité

Je soussignée, Annie Pelletier, directrice générale de la municipalité de Bois-Franc, certifie qu'il y a des crédits budgétaires ou extrabudgétaires disponibles pour couvrir le total des dépenses ci-haut mentionné.

Annie Pelletier, directrice générale

NOTE AU PROCÈS-VERBAL

Demande de don - Les serres de Margo

La directrice générale présente au conseil une demande de don pour Les serres de Margo afin que ceux-ci puissent poursuivre le projet de M. Bruno Billard. Celui-ci donnait des plans de tomates aux municipalités et organismes afin de les remettre aux citoyens. Le

service de M. Billard était gratuit. Comme la municipalité est limitée en don, le conseil ne donnera pas cette année et ne fera pas la distribution de plants de tomates comme par le passé.

2025-RAG-7028

DEMANDE D'ANNULATION DU TAUX COMMERCIALE

CONSIDÉRANT QU'au 655, Route 105, le citoyen est en processus de modification du bâtiment afin d'en faire un bâtiment intergénérationnel;

CONSIDÉRANT QUE durant les travaux de modifications, la MRC ne peut pas lui enlever la partie commerciale tant que le tout n'est pas terminé;

EN CONSÉQUENCE, la conseillère Suzanne Guilbault propose et il est unanimement résolu d'accepter la demande du propriétaire pour l'annulation de la partie commerciale sur son compte de taxes en attendant que celui-ci termine ses rénovations et que nous puissions envoyer le service d'évaluation afin de retirer la partie commerciale complètement et définitivement.

Adoptée.

2025-RAG-7029

DEMANDE DE RETRAIT DU COÛT POUR LA COLLECTE, CAR NON UTILISÉ

CONSIDÉRANT QUE la demande d'annulation du coût de collecte des déchets concerne un chalet;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire ne vient qu'une ou deux fois par année et qu'il rapporte son sac de déchets;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a aucun bac de fourni à cette adresse puisqu'il se les fait voler par manque de présence sur les lieux;

EN CONSÉQUENCE, le conseiller François Beaumont propose et il est unanimement résolu de créditer le montant facturé pour les déchets au 260, ch du Parc Industriel puisque le propriétaire n'utilise pas du tout le service.

Adoptée.

2025-RAG-7030

DEMANDE D'APPUI DE LA MUNICIPALITÉ DE BLUE SEA – FAVORISER L'ACHAT LOCAL ET APPUYER LES ENTREPRISES CANADIENNES ET QUÉBÉCOISES

CONSIDÉRANT l'augmentation de 25 % des tarifs douaniers imposés par le gouvernement;

CONSIDÉRANT QUE l'achat local canadien et québécois est primordial durant cette période difficile;

EN CONSÉQUENCE, le conseiller Philippe St-Jacques propose et il est unanimement résolu d'appuyer la municipalité de Blue Sea dans son désir de :

- Prioriser les achats locaux canadiens et québécois pour tous les achats reliés à la municipalité
- Démontrer son soutien aux entreprises canadiennes et québécoises.

Adoptée.

NOTE AU PROCÈS-VERBAL

Ministère des Transports – Travaux prévu en 2025

La directrice générale présente au conseil une lettre reçue mentionnant les travaux qui seront effectués sur la Route 105 dans la municipalité de Bois-Franc en été 2025. Les travaux s'étendront de 800m avant le chemin Alie et 1.5 km après le chemin Pilon. Les travaux auront une durée de 6 semaines.

NOTE AU PROCÈS-VERBAL

Présentation du Règlement MRC 2024-401 – Décrétant une dépense pour agrandissement

La directrice générale présente au conseil le règlement 2024-401 de la MRC Vallée-de-la-Gatineau – Règlement décrétant une dépense de 8 282 236 \$ et un emprunt de 8 282 236 \$ afin de financer les travaux de construction relatifs à l'agrandissement du siège social de la MRCVG.

2025-RAG-7031

APPUI À LA MUNICIPALITÉ DE LOW - DEMANDE D'ACTION SUR LES RÉDUCTIONS DE SERVICES DU CLSC ET LES QUESTIONS DE SOINS DE SANTÉ

CONSIDÉRANT QUE le CLSC de Low joue un rôle essentiel dans la prestation de services de santé et de services sociaux à notre population, en particulier aux résidents des régions rurales;

CONSIDÉRANT QUE l'accès aux services de santé locaux est un enjeu crucial pour nos résidents en raison de l'éloignement des hôpitaux et des services spécialisés;

CONSIDÉRANT QUE la population de notre municipalité et des environs compte sur le CLSC pour obtenir des services essentiels, notamment des soins infirmiers, du soutien à domicile, des services psychosociaux et de la prévention en santé publique;

CONSIDÉRANT QUE la crise des soins de santé dans notre province, y compris la pénurie de professionnels de la santé comme les médecins de famille, les infirmières et les techniciens médicaux d'urgence, a déjà un impact négatif profond et généralisé sur tous les citoyens, avec un accès inadéquat aux soins de santé pour les aînés, les jeunes, les familles, les étudiants, les personnes handicapées et les personnes qui ont besoin de services de santé mentale;

CONSIDÉRANT QU'alors que le Premier Ministre, monsieur François Legault, déclare dans son Plan d'action 2024-2029, *La Fierté de vieillir*, que nous devons continuer à travailler pour permettre de vieillir en santé et en sécurité à la maison, son gouvernement met en œuvre une réduction de 1,5 milliards de dollars dans le financement des soins de santé;

CONSIDÉRANT QUE les résidents de notre région, en particulier les personnes âgées, risquent de subir d'autres pertes importantes en raison des compressions budgétaires proposées dans les services de soins de santé, en particulier avec la réduction du CLSC à une seule

journée de service par semaine, disponible sur rendez-vous seulement, à compter du 1^{er} avril;

CONSIDÉRANT QUE la communauté a exprimé son inquiétude quant à la capacité du système de santé local à répondre aux besoins de notre population, et que les services offerts à nos citoyens sont de plus en plus réduits;

CONSIDÉRANT QUE les défis liés à l'accès aux soins de santé sont exacerbés pour notre communauté bilingue qui reçoit des soins dans sa langue;

CONSIDÉRANT QUE la santé est une responsabilité provinciale, mais que la représentation de la population locale et la défense de ses besoins incombent au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités sont le palier de gouvernement le plus près des citoyens et qu'elles doivent être informées de tout changement aux services de santé afin de mieux répondre aux préoccupations de leur population;

CONSIDÉRANT QUE la communication entre le CLSC et les municipalités avoisinantes est essentielle pour assurer une planification adéquate des services locaux et pour prévenir les impacts négatifs sur les résidents;

CONSIDÉRANT QUE le maintien et l'amélioration des services de santé locaux en milieu rural nécessitent une collaboration étroite entre les autorités municipales et les établissements de santé;

CONSIDÉRANT QUE les soussignés croient que le système de soins de santé actuel est brisé et doit être amélioré par des efforts de collaboration entre les intervenants municipaux, provinciaux et des soins de santé afin de faire face à la crise de façon efficace;

CONSIDÉRANT QUE le conseil du canton de Low a déjà adopté plusieurs résolutions (2023-025, 2023-167, 2024-050) demandant des statistiques, de l'aide, une amélioration et une garantie de service de la part de divers acteurs clés, y compris :

1. M. Marc Bilodeau - Président-directeur général du CISSS de l'Outaouais
2. Mme Marion Carrière - Commissaire aux plaintes et à la qualité des services - CISSSO
3. Mme Claire Major - Comité des usagers - CISSO
4. Conseil d'administration du CISSSO
5. M. Robert Bussière, député de Gatineau
6. M. Mathieu Lacombe, ministre responsable de l'Outaouais,
7. M. Christian Dubé, ministre de la Santé
8. M. Lionel Carmant, ministre responsable des Services sociaux
9. Mme Sonia Bélanger, ministre responsable de la Santé et des Aînés
10. M. François Legault, premier ministre de la province de Québec

CONSIDÉRANT QUE toutes les tentatives de discussion n'ont donné lieu à aucune réponse ou action;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil des Maires de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau a également adopté plusieurs résolutions relatives aux besoins en matière de soins de santé.

EN CONSÉQUENCE, la conseillère Michelle Payette propose et il est unanimement résolu d'appuyer le conseil de Low :

- Lorsqu'il s'unit à ses citoyens pour protester contre ces coupures et s'engage à défendre le bien-être futur de tous les résidents, en garantissant la transparence et une communication adéquate concernant tout changement proposé aux services locaux.
- Lorsqu'il demande formellement une rencontre d'urgence avec monsieur Benoit Valiquette, directeur du réseau local de services de la Vallée-de-la-Gatineau du CSSSO, monsieur Mathieu Lacombe, ministre responsable de l'Outaouais et notre député M. Robert Bussière, afin de discuter des coupures de services proposées, d'explorer les pistes de solutions et d'exiger que toutes les options soient considérées afin de maintenir l'accès aux services de santé pour nos résidents.
- Lorsqu'il déclare son engagement à participer activement, par l'entremise d'une cellule de crise avec les intervenants et représentants du gouvernement, y compris les professionnels de la santé, les services sociaux et les intervenants d'urgence, afin d'élaborer une stratégie globale pour faire face à la crise actuelle des soins de santé dans notre région et de plaider en faveur du rétablissement et de l'amélioration des services de soins de santé pour notre communauté.

Adoptée.

2025-RAG-7032

**PROJET DE LOI 93, LOI CONCERNANT NOTAMMENT LE
TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ D'UN IMMEUBLE DE LA VILLE DE
BLAINVILLE**

ATTENDU QUE le projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville, a été présenté à l'Assemblée nationale du Québec le 27 février dernier par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Mme Maité Blanchette Vézina ;

ATTENDU QUE le projet de loi a pour objectif de forcer le transfert à l'État d'un terrain appartenant à la Ville de Blainville afin de permettre un projet d'aménagement et d'exploitation d'une sixième cellule d'enfouissement de matières dangereuses par l'entreprise Stalex ;

ATTENDU QUE le 22 septembre 2023, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) considère le projet comme étant prématuré et recommande au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, M. Benoît Charrette, de ne pas l'autoriser en l'absence d'un portrait complet sur les matières dangereuses résiduelles au Québec ;

ATTENDU QUE la Ville de Blainville, la MRC de Thérèse-De Blainville, la CMM, l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités s'opposent fermement à la réalisation du projet sur le terrain visé par le projet de loi ;

ATTENDU QUE le projet de loi prévoit qu'aucune norme édictée par la Ville de Blainville, par la MRC de Thérèse-De Blainville ou par la CMM en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'utilisation du sol ou de construction ne sera applicable à Stablex pour son projet et pour toute autre intervention accessoire nécessaire à ce projet ;

ATTENDU QUE le projet de loi constitue une atteinte sérieuse à l'autonomie municipale en matière d'aménagement du territoire et que son adoption constituerait un dangereux précédent ;

EN CONSÉQUENCE, le conseiller François Beaumont propose et il est unanimement résolu :

QUE la Municipalité de Bois-Franc :

- appuie la Ville de Blainville dans ce dossier;
- exprime son désaccord en regard du projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville;
- réitère que les municipalités sont des gouvernements de proximité et demande au gouvernement du Québec de respecter leurs compétences en aménagement du territoire;
- demande au gouvernement du Québec de confier au BAPE un mandat d'enquête et d'audience publique portant sur l'état des lieux concernant la gestion des matières dangereuses résiduelles.

Adoptée.

2025-RAG-7033

MISE EN COMMUN POUR UN SPECTACLE POUR ENFANTS

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Grand-Remous nous a approché afin de savoir si nous serions intéressés une nouvelle fois à se joindre à eux et Montcerf-Lytton pour faire la présentation d'un spectacle pour enfants;

CONSIDÉRANT QUE nous l'avons fait à deux reprises par les années passées et ça permet d'offrir de beaux spectacles pour les enfants de nos municipalités à de faible coûts;

EN CONSÉQUENCE, le conseiller Nyx Pilon propose et il est unanimement résolu que la municipalité participe avec les deux autres municipalités pour l'organisation d'un spectacle pour enfants.

Adoptée.

2025-RAG-7034

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

La conseillère Kim Bernatchez propose et il est unanimement résolu que la présente séance soit levée.

Adoptée.

Julie Jolivette, mairesse

Annie Pelletier, directrice générale